



Déclaration préalable de la FSU CTA du 17 octobre 2017

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

En juin dernier, le Ministre de l'Education Nationale avait promis une rentrée en chantant, à défaut d'être enchantée, puis tout au long de l'été, Jean-Michel Blanquer a multiplié les sorties médiatiques, jouant la douce mélodie d'un Ministre à l'écoute, tentant ainsi de faire oublier son passé de numéro 1 de la DGESCO, à la baguette de la mise en place de la désastreuse réforme Chatel du lycée et de milliers de suppressions de postes. Mais les fausses notes n'ont pas tardé à se faire entendre, et l'accélération du rythme des annonces visant l'Education Nationale et la Fonction Publique montrent que les services publics, notamment celui de l'Education vont être la cible de profondes remises en causes.

Pourtant, le bilan de cette rentrée dans notre académie illustre à lui seul tous les besoins de notre système éducatif. En dépit des créations de postes, insuffisantes, de ces dernières années, notre académie manque de moyens en personnels comme l'illustre l'aggravation de la crise de recrutement. Combien sont-ils ces élèves de notre académie à qui, dans leur cursus scolaire, il aura manqué plusieurs semaines, plusieurs mois, voire une année d'enseignement ? Cette rupture de la continuité du service public est intolérable, et le gouvernement doit prendre la mesure de sa gravité, afin d'envisager les mesures qui s'imposent (revalorisation et pré-recrutement). Notre académie manque aussi de postes, notamment dans des secteurs aussi cruciaux dans la vie d'un établissement que les services administratifs, les vies scolaires, et les services médico-sociaux. La question de la baisse des effectifs dans les classes ne peut être traitée uniquement par la mise en place, dans des conditions discutables, des CP à 12 en REP+. Celle-ci s'est d'ailleurs faite à moyen constant, au détriment des postes de « Plus de maîtres que de classes ». La tension sur les effectifs dans les classes se fait sentir à tous les niveaux, dans le 1er degré comme dans le 2d degré. Il faut entendre, écouter, les difficultés des élèves et des personnels à travailler dans des classes surchargées, à 35 ou plus en lycée, à 30 ou plus dans les collèges, parfois même en Education Prioritaire. Les classes à 30 ou plus ne sont pas non plus rares dans les écoles maternelles et élémentaires. La FSU rappelle l'absolue nécessité de diminuer les effectifs dans les classes, à tous les niveaux, dès la prochaine rentrée.

Les tensions sur les locaux sont aussi de plus en plus importantes. Les élèves n'ont pas à supporter les conséquences de la carence des pouvoirs publics en matière de construction d'établissements, notamment de lycées. Nous vous alertons aujourd'hui sur le cas des élèves du lycée Lavoisier de Porcheville où les élèves sont privés d'installations sportives depuis le début de l'année scolaire. Cette situation est inacceptable

Et alors que les personnels viennent à manquer dans notre académie, que les conditions de travail, notamment en matière de travail social sont particulièrement lourdes, comment interpréter le bien mauvais signal envoyé aux assistantes sociales en matière de régime indemnitaire ? Il s'agit donc de la seule catégorie qui voit son indemnité, dans le cadre du CIA, baisser. La FSU tient à rappeler ici le rôle indispensable joué par nos collègues assistantes sociales dans nos établissements, pas plus que les autres, elles n'ont à payer le prix de choix académiques très contestables qui sont synonymes de baisse de salaires. Nous y reviendrons en séance.

Enfin, dans un contexte où les tensions au travail sont de plus en plus nombreuses, nous vous demandons que la tenue des prochains CHSCT académiques puissent se faire valablement, avec le président, conformément à la réglementation, et non en son absence comme ce fut le cas lors des derniers CHSCT.

En plein cœur de l'été, les sonorités enjôleuses des discours ministériels ont laissé place à un concert d'annonces qui dévoilent petit à petit la cohérence du projet gouvernemental. Première

étape, la suppression des contrats aidés. La FSU a toujours dénoncé ces emplois, qui, de par leur nature sont d'une grande précarité. Ils ont surtout servi à masquer le sous-investissement de l'Etat dans les services publics, notamment celui de l'Education. Mais ils correspondent à des missions indispensables au bon fonctionnement des écoles et des établissements. Aujourd'hui, leur suppression est à la fois un drame social pour ceux qui ont perdu leur emploi et une source de dysfonctionnements multiples pour les établissements scolaires (missions non assurées ou qui vont générer un surcroît de travail pour les personnels déjà en poste). Dans le premier degré ce sont les aides à la direction qui vont être supprimés ce qui ne sera pas sans conséquence sur le fonctionnement des écoles. La FSU dénonce fermement ces suppressions et demande que les personnels concernés bénéficient d'une formation qualifiante dans la perspective d'un emploi statutaire pérenne pour assurer toutes les missions nécessaires au bon fonctionnement des établissements. Monsieur le Recteur, Madame et Messieurs les Directeurs académiques, quelles vont être les mesures prises pour éviter ce plan social d'ampleur et une désorganisation problématique des établissements ?

Accélérant le tempo du refrain bien connu de la soi-disant nécessaire austérité, le gouvernement a ensuite présenté un redoutable projet de loi de Finances. Il laisse augurer de coupes budgétaires inacceptables notamment dans notre secteur : suppression de 200 emplois de personnels administratifs et de près de 2600 postes d'enseignants dans le second degré. Les créations de postes dans le premier degré seront absorbés par le dédoublement des CP en REP, aucune amélioration n'est donc à espérer quant aux effectifs, au RASED, à la mise en place des « Plus de maitres que de classes », au remplacement, à la formation continue... Le Ministre de l'Education Nationale reprend ainsi des mesures que les personnels ont déjà bien connu entre 2007 et 2012 et qui ont montré leurs conséquences désastreuses pour les élèves et les personnels. La FSU dénonce ce budget d'austérité qui, sur le terrain, va notamment frapper les plus démunis.

Par ailleurs, sans attendre les conclusions des groupes de travail relatif aux conditions d'accès dans le supérieur, le Ministre de l'Education Nationale et la Ministre de l'Enseignement Supérieur ont déjà écrit aux proviseurs, dévoyant ainsi un peu plus le déroulement de cette concertation. Le gouvernement semble déterminé à imposer le très contestable outil de la sélection à l'entrée dans le supérieur, auquel nous réaffirmons notre opposition. La FSU promeut d'autres solutions afin de poursuivre et amplifier la nécessaire démocratisation de l'accès aux études supérieures.

Enfin, le gouvernement, le Premier Ministre et le Président de la République ne peuvent ignorer la mobilisation importante des fonctionnaires il y a tout juste une semaine. A l'appel d'une très large intersyndicale, les Fonctionnaires ont rappelé en chœur leur attachement aux services publics et leur refus d'être une simple variable d'ajustement budgétaire dans un projet de société libérale où les solidarités collectives sont mises à mal pour mieux renvoyer les individus à leurs propres responsabilités, sans aucun outil pour contrecarrer le poids du social et les effets des inégalités de tout ordre. Les Fonctionnaires ont aussi rappelé avec force leur refus de voir la dégradation de leur condition salariale s'accroître, sacrifiée sur l'autel de l'austérité, alors même que le gouvernement fait le choix de très nombreux cadeaux fiscaux aux catégories sociales les plus favorisées. Gel du point d'indice, retour de la journée de carence, report du PPCR, pour la FSU, c'est non ! De telles décisions sont irresponsables dans le contexte économique et social actuel. Les annonces du Ministre de l'Action Publique, hier, lors du rendez-vous salarial, ne répondent en rien aux revendications de la FSU et des personnels et relèvent davantage de la provocation.

En définitive, la partition ministérielle est un mélange de belles paroles vantant la confiance faites aux personnels et de faits, qui eux, font rimer austérité et école passée et idéalisée. La FSU n'est pas dupe : le Ministre de l'Education Nationale a fait le choix de promouvoir un projet éducatif libéral, salué par le Medef et validé par la Cour des Comptes, au mépris de l'engagement des personnels pour la réussite de tous les élèves. Après le premier avertissement donné lors de la grève du 10 octobre, la FSU poursuivra et amplifiera la mobilisation pour imposer ses revendications d'une école plus juste et plus égalitaire avec des personnels revalorisés et reconnus.